



3^{ème} ÉDITION DU FORUM DE LA RECHERCHE STRATÉGIQUE

OUAGADOUGOU, 26-27 JUIN 2025

THÈME

L'AFRIQUE ET SES RESSOURCES STRATÉGIQUES : ENJEUX, OPPORTUNITÉS ET DÉFIS DE DÉVELOPPEMENT

APPEL A COMMUNICATIONS

1. Contexte et justification

L'Afrique est un continent d'une richesse exceptionnelle en ressources naturelles. Son sous-sol dispose de minerais stratégiques (or, diamants, cobalt, lithium, uranium, manganèse, terres rares, etc.), d'importantes potentialités en ressources énergétiques (pétrole, gaz, bassins hydrauliques, rayonnement solaire, capacités géothermiques, hydroélectricité, énergies renouvelables) et d'un vaste potentiel agricole (l'Afrique possède 1 173 millions d'hectares de terres agricoles¹), et forestier qui constituent un levier important pour la croissance économique. La Commission économique pour l'Afrique (CEA) soulignait dans son Rapport de 2013 que le continent africain possède 54 % des réserves mondiales de platine, 78 % de diamant, 40 % de chrome et 28 % de manganèse. Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE, 2025) estime qu'à l'échelle mondiale, l'Afrique détient environ 30 % des réserves de ressources minérales, 8 % du gaz naturel, 40 % d'or et 12 % des réserves de pétrole.

Selon la Banque mondiale (James Cust, Albert Zeufack, 2023), le continent occupe une position dominante dans le domaine des ferroalliages, tels que le cobalt (75 % de réserves mondiales). La richesse de l'Afrique subsaharienne en ressources naturelles est non seulement en augmentation (hausse du nombre de pays riches en ressources naturelles de 18 à 26 pays sur 48 après 2014), mais elle est aussi cruciale pour la transition vers l'énergie verte compte tenu de la position dominante de l'Afrique dans le domaine. Pour sa part, la Banque africaine de développement (BAD, 2023) estime que les ressources naturelles de l'Afrique sont évaluées à 6,5 billions de dollars, et que le continent regorge de 65 % des terres arables non cultivées de la planète.

¹ Statistica, novembre 2024.

En ce qui concerne les ressources humaines, l'Afrique comptera près de 2,5 milliards d'habitants d'ici 2050. En d'autres termes, le continent abritera plus de 25 % de la population mondiale. Même si sa croissance démographique devrait ralentir par la suite, l'Afrique représentera près de 40 % de la population mondiale d'ici la fin du siècle (Stanley, 2023). Ces ressources démographiques, si elles sont valorisées, constituent un atout majeur pour la production de richesses en Afrique, et la transformation, à terme, du continent comme premier marché mondial. L'Afrique dispose par ailleurs d'autres ressources importantes qui restent encore à explorer.

En dépit des importantes réserves de ressources naturelles, l'Afrique n'a pas su tirer profit du dividende démographique², en mettant au travail sa population active, notamment la jeunesse, condamnée au désœuvrement ou à la migration. Malgré l'importance de ses ressources naturelles, le continent africain peine toujours à amorcer son processus de développement. Pire, les données de l'Union africaine (UA) montrent que la part de la population vivant sous le seuil de pauvreté national est en augmentation, passant de 33,3 % en 2013 à 38 % en 2023. Cette proportion se situe ainsi bien au-delà de la cible visée de 23 % pour 2023 dans l'Agenda 2063 (UA, 2024). Le programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) indique que 30 pays africains affichent un indice de développement humain (IDH) faible en 2022 (PNUD, 2024). Paradoxalement, ces pays sont bien dotés en ressources naturelles.

Selon le rapport précité de la Banque mondiale, « d'ici 2030, la région Afrique devrait concentrer plus de 80 % des personnes pauvres de la planète, et près de 75 % d'entre elles devraient habiter dans des pays riches en ressources ». À cet horizon, « 62 % des personnes pauvres au niveau mondial habiteront dans des pays riches en ressources d'Afrique subsaharienne » contre 13 % en l'an 2000 (James Cust, Albert Zeufack, 2023). Ce contraste saisissant entre d'une part des richesses incommensurables et d'autre part, la persistance de la pauvreté et du sous-développement actuel de l'Afrique s'expliquerait, entre autres, par la faible diversification économique du continent. Pourtant, la diversification économique, créatrice de valeur ajoutée, serait un potentiel moteur de la croissance économique et du développement.

À ce contraste, s'ajoute un autre constat amer, à savoir que les ressources naturelles stratégiques de l'Afrique attisent les conflits. En effet, différents acteurs internes ou externes au continent sont en compétition pour l'accès, le contrôle ou l'utilisation des ressources naturelles. Au Sahel, par exemple, où 64 % de la population est rurale et dépend majoritairement des revenus de l'agriculture et de l'élevage, il s'exerce une pression importante sur les ressources ; ce qui alimente, notamment, les conflits entre agriculteurs et éleveurs (Alliance Sahel, 2024). L'un des enjeux du conflit impliquant actuellement les rebelles du M23, soutenus par le Rwanda, en République Démocratique du Congo (RDC), richement dotée en ressources stratégiques, comme le cobalt et le coltan (Titeca, 2025) est sans conteste le contrôle des ressources naturelles de ce pays. De même, le contrôle des zones diamantifères était au cœur du conflit sierra-léonais animé par le *Revolutionary United Front* (RUF) dans la décennie 1990-2000 ainsi qu'en Angola dans la décennie 1990. Depuis 1950, les conflits dans le delta du Niger au Nigeria résultent de l'exploitation des ressources pétrolières. La spirale de violence que connaît le Soudan du Sud,

² Le dividende démographique est l'accélération de la croissance économique résultant de l'évolution de la structure par âge de la population accompagné d'investissement stratégique dans les domaines de la santé, de l'éducation, la politique économique et la gouvernance. En d'autres termes, lorsque le nombre de travailleurs augmente et que le nombre de jeunes dépendants diminue, un pays dispose d'une fenêtre d'opportunité qui favorise l'accélération de la croissance économique.

indépendant depuis 2011, s'explique par les désaccords sur l'exploitation des champs pétroliers. L'instabilité de la Libye après la chute de son Guide, Mouammar Kadhafi, est liée à la volonté des différentes factions de contrôler les installations pétrolières.

Ces différentes situations ont conduit au développement de plusieurs perspectives explicatives. Il en est ainsi de la thèse de la « malédiction des ressources naturelles » développée par l'économiste britannique Auty (1993) et reprise par d'autres auteurs, notamment la politiste américaine Terry Lynn Karl, sous les traits du « paradoxe de l'abondance » (Karl, 1997) pour expliquer les problèmes de développement et la situation de conflits que connaît l'Afrique.

Si l'abondance de matières premières est un levier important de développement (États-Unis, Norvège), le sous-développement des pays africains (fortement dotés en ressources) et le développement de pays dépourvus ou faiblement pourvus en matières premières (Corée du Sud, Japon) viennent rappeler, comme le soulignent Lasserre et al. (2024), qu'il n'y a « pas de déterminisme », car la seule possession d'un gisement ne confère pas la richesse, de même que leur absence n'empêche pas le succès économique. Pour ces auteurs, « La véritable valeur géostratégique de la ressource naturelle n'est pas tant sa valeur *en soi*, que ce qu'elle permet d'accomplir » (Lasserre *et al.*, 2024). Il s'agit alors de mieux comprendre les problèmes liés aux ressources stratégiques en Afrique afin de dessiner de meilleures perspectives de développement.

Les ressources naturelles stratégiques africaines sont également au cœur de nombreuses rivalités géopolitiques. En effet, de sa « découverte » et à sa conquête à partir du XV^{ème} siècle jusqu'à sa colonisation par les puissances occidentales après sa « balkanisation » par ces dernières en 1885, l'Afrique n'a cessé d'être l'objet d'une convoitise permanente et soutenue. La compétition effrénée (Boafo et al., 2024) dont l'Afrique fait l'objet pour le contrôle de ses ressources naturelles stratégiques, a pris des proportions importantes ces dernières années au regard de la diversification des acteurs internationaux présents sur le continent (apparition de nouveaux acteurs, comme la Chine, la Russie, l'Inde, la Turquie, etc.) à côté des acteurs classiques que sont les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, etc. Il s'agit pour toutes ces puissances de se positionner stratégiquement afin de contrôler les ressources naturelles africaines. À côté de ces acteurs gouvernementaux, les entreprises privées, les fonds d'investissement, les organisations non gouvernementales, les organismes financiers multilatéraux exercent également des manœuvres d'influence parfois plus complexes, mais pas toujours transparentes. Dans ce contexte, il se pose la question de savoir comment les États africains dotés de ressources stratégiques peuvent devenir des acteurs de leur destin et non de simples sujets, voire de simples objets de rivalités internationales.

En tout état de cause, cette convoitise soutenue des richesses africaines offre des opportunités de développement par : (i) la diversification des partenaires stratégiques, ce qui rend possible la négociation d'accords plus avantageux ; (ii) la diversification économique qui créerait de pôles industriels spécialisés pour la transformation locale des matières premières en produits finis, ce qui va créer des emplois et réduire la pauvreté ; (iii) l'accroissement des recettes fiscales et des investissements publics ; (iv) la stimulation de la croissance économique. En somme, elle offre de nouvelles perspectives pour l'amélioration des conditions de vie des populations ; bref, c'est une opportunité d'accélérer le processus de développement du continent africain.

Toutefois, ces opportunités ne doivent pas faire perdre de vue les nombreux enjeux et défis. En plus du défi lié à la capacité des Africains à transformer cette compétition externe en un levier de développement, l'on peut relever les enjeux suivants : (i) la souveraineté et l'autodétermination sur les ressources stratégiques ; (ii) le développement économique et social ; (iii) la protection de l'environnement ; (iv) la gouvernance ; (v) la géopolitique et la géostratégie ; (vi) la maîtrise de la technologie ; (vii) la maîtrise de la production énergétique ; (viii) la maîtrise de la gestion des ressources hydriques.

Au regard de ces enjeux, quelques défis peuvent être soulignés. Il s'agit notamment des défis : (i) de la gouvernance ; (ii) de la transformation structurelle des économies ; (iii) de la durabilité et de la protection de l'environnement ; (iv) des impacts sociaux et communautaires ; (v) technologiques et de compétences ; (vi) liés au fonctionnement des marchés des matières premières ; etc.

Compte tenu de ces multiples enjeux, opportunités et défis, une approche holistique prenant en compte toutes les dimensions (économiques, financières, technologiques, industrielles, environnementales, sociales et géopolitiques, notamment) est indispensable pour faire de l'exploitation des ressources stratégiques un levier pour le développement durable du continent africain. Dès lors, quels modèles de gouvernance à inventer pour faire des ressources stratégiques du continent, un levier pour son développement endogène durable ? En d'autres termes, comment réinventer la gouvernance des ressources stratégiques africaines pour en faire un levier de développement endogène durable ? Quelles postures les pays africains peuvent-ils adopter pour accélérer leur développement grâce à leurs ressources stratégiques ?

C'est autour de ces interrogations que le Centre national d'études stratégiques (CNES) organise la troisième édition de son Forum de la recherche stratégique sur le thème : **L'Afrique et ses ressources stratégiques : enjeux, opportunités et défis de développement.**

La notion de « ressource » selon le glossaire du site Géo-confluences (février 2025)³, a d'abord désigné « la mise en valeur d'un capital, dit naturel (ressources minérales, énergétiques, ressources en eau, ressources forestières... mais aussi avantages de localisation) ou encore matériel (machines, etc.), exploité par une société donnée à un moment donné dans le but de créer des richesses ». Elle a ensuite été « étendue à des biens immatériels, les capitaux, ou les "ressources humaines" (capacités de travail, d'innovation, etc.) ».

Une « ressource » telle qu'appréhendée ici devient « stratégique » lorsque la configuration des relations entre les acteurs la place au cœur de leurs interactions en termes de besoins ; faisant d'elle une ressource de pouvoir. Concernant les ressources naturelles, par exemple, elles seront « stratégiques » si elles sont : (i) essentielles pour l'économie et/ou la sécurité d'un État ; (ii) rares ou difficiles d'accès.

2. Objectifs et axes du Forum

2.1 Objectifs du Forum

L'objectif général du Forum est d'aborder le sujet sous un angle à la fois critique et constructif, en interrogeant les modèles dominants, tout en explorant des voies alternatives pour faire de

³ Consultable sur le site : <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/ressource-s> (dernière consultation, 20 février 2025).

l'exploitation des ressources stratégiques, un levier de développement endogène durable du continent africain.

Plusieurs objectifs spécifiques peuvent être déclinés. Il s'agit de :

- Dresser un état des lieux des connaissances sur les ressources stratégiques africaines ;
- Analyser les mécanismes de gouvernance et les rapports de pouvoir autour de l'exploitation des ressources stratégiques ;
- Identifier et analyser les opportunités, enjeux et défis liés aux ressources stratégiques ;
- Analyser les modèles de financement de l'exploitation des ressources stratégiques ;
- Analyser la structure et le fonctionnement des marchés des matières premières ;
- Analyser les effets des ressources stratégiques africaines sur la croissance économique durable ;
- Explorer les stratégies innovantes de valorisation au profit des économies africaines ;
- Formuler des recommandations pour des politiques publiques inclusives et durables.

2.2 Axes thématiques du Forum

Les communications attendues au Forum doivent s'inscrire dans les axes thématiques suivants :

Axe 1 : Cartographie et géopolitique des ressources stratégiques africaines

- Cartographie, distribution et évaluation du potentiel de l'Afrique en ressources stratégiques ;
- Rivalités internationales et stratégies d'influence sur les ressources africaines ;
- Conflictualité autour des ressources stratégiques ;
- Rôle des institutions régionales et internationales.

Axe 2 : Gouvernance des ressources stratégiques

- Cadres juridiques et institutionnels nationaux, régionaux et internationaux de gouvernance et régulation de l'exploitation des ressources stratégiques ;
- Transparence et lutte contre la corruption dans le secteur extractif (Initiative ITIE) ;
- Endettement et ressources naturelles : enjeux et défis des prêts garantis par les ressources naturelles ;
- Cadres/modèles de gouvernance des ressources stratégiques ;
- Souveraineté dans la gouvernance des ressources stratégiques ;
- Participation des communautés locales dans la gestion des ressources.

Axe 3 : Enjeux économiques et industriels

- Impact de l'exploitation des ressources sur les économies africaines ;
- Positionnement de l'Afrique dans les chaînes de valeur mondiales grâce aux minéraux critiques (cobalt, lithium, terres rares) ;
- Transformation locale des matières premières : défis et perspectives ;
- Investissements étrangers (et rôle) dans le développement du secteur extractif ;
- Place des entreprises locales dans l'exploitation des ressources naturelles.

Axe 4 : Développement durable et responsabilité environnementale

- Exploitation des ressources et impact sur l'environnement ;
- Transition énergétique et demande des ressources naturelles africaines ;
- Transition énergétique et potentialités des énergies renouvelables en Afrique ;
- Économie circulaire et stratégies de valorisation des ressources.

Axe 5 : Impacts sociaux et inclusion

- Conséquences socio-économiques de l'exploitation des ressources naturelles ;
- Droits des communautés locales et enjeux fonciers ;
- Mécanismes de redistribution des richesses et réduction des inégalités ;
- Gestion des conflits liés aux ressources naturelles ;
- Responsabilité sociale des entreprises.

Axe 6 : Technologies et innovation dans la gestion des ressources

- Apport des technologies numériques et de l'intelligence artificielle dans l'exploitation des ressources ;
- Innovations locales et solutions africaines pour une exploitation durable des ressources ;
- Sécurité et traçabilité des chaînes d'approvisionnement.

3. Modalité de candidatures

Les propositions de communications doivent être envoyées sous forme de résumé de 300 à 500 mots indiquant : les nom et prénom(s) de l'auteur, les contacts (téléphone, courriel), l'affiliation institutionnelle, le titre de la communication, l'axe thématique, l'objectif, la méthodologie et les résultats.

Les résumés et les articles peuvent être proposés en anglais ou en français.

Les résumés sont attendus au plus tard le **25 avril 2025** aux deux adresses suivantes : forumstrategique@cnes.gov.bf, awards.cnes@gmail.com.

Les candidatures féminines et celles des jeunes chercheurs sont fortement encouragées.

Le Comité scientifique enverra aux auteurs dont les propositions sont retenues les consignes rédactionnelles précises pour la finalisation de leur texte. Les auteurs dont les résumés seront retenus s'engagent à se soumettre au processus d'évaluation par les pairs et à transmettre leurs textes finalisés pour publication dans l'ouvrage collectif. Les auteurs qui ne souhaitent pas publier leurs communications doivent les signaler clairement en soumettant leurs résumés.

4. Publication des actes du Colloque

À l'issue du Forum, les communications seront publiées dans un ouvrage collectif. Les communications feront l'objet d'une évaluation par le Comité scientifique.

5. Calendrier du Forum

- Lancement de la 3^{ème} édition du Forum : 26 février 2025
- Lancement de l'appel à communication : 10 mars 2025

- Date limite pour l'envoi des propositions de communication : 25 avril 2025
- Notification d'acceptation des résumés : 9 mai 2025
- Date limite pour l'envoi des textes complets des communications : 30 mai 2025
- Tenue du Forum : 26-27 juin 2025
- Retour des instructions : 15 juillet 2025
- Atelier d'évaluation ex-post du FRS : Juillet ou Octobre 2025
- Date limite pour la transmission des versions finales : 15 août 2025
- Publication des Actes du Forum : 10 décembre 2025.

6. Comité scientifique

Président : Pr Augustin LOADA, Université Saint-Thomas d'Aquin (USTA)

Membres :

- Pre Valérie Ouédraogo ROUAMBA, Université Joseph Ki-Zerbo ;
- Pr Léon SAMPANA, Université Nazi Boni ;
- Pr Idrissa Mohamed OUEDRAOGO, Centre FORGE Afrique ;
- Pr Abdoul Karim SAIDOU, Université Thomas SANKARA ;
- Dre Sampala BALIMA, Centre national d'études stratégiques/Université Thomas SANKARA ;
- Dr Kassem Salam SOURWEMA, Centre national d'études stratégiques/Université Thomas SANKARA ;
- Dr Erdjouman SANOU, Centre d'analyse des politiques économiques et sociales ;
- Dre Samiratou DIPAMA, Université Thomas SANKARA ;
- Dr Thomas OUEDRAOGO, Université Thomas SANKARA ;
- Dr Désiré DRABO, Centre national d'études stratégiques/Université Thomas SANKARA ;
- Dr Guy Evariste André ZOUNGRANA, Centre national d'études stratégiques.

Contacts

Pour toutes informations complémentaires relatives au Forum, veuillez considérer les adresses suivantes : forumstrategique@gov.bf, awardscenes@gmail.com.

N.B : Toute communication doit être envoyée aux deux adresses à la fois.

7. Références bibliographiques

- Andrew Stanley, 2023, La transformation démographique en Afrique pourrait très bien modifier l'ordre mondial, Finances et Développement, Disponible sur <https://www.imf.org/fr/Publications/fandd/issues/2023/09/PT-african-century>.
- Alliance Sahel, 2024, Rapport de résultats : 5 ans de l'Alliance Sahel, Alliance Sahel
- Commission économique pour l'Afrique, 2013, « Tirer le plus grand profit des produits de base africains », Rapport économique sur l'Afrique, Addis-Abeba.
- Frédéric Lasserre, Emmanuel Gonon, Éric Mottet, 2024, *Manuel de géopolitique -4è éd. Enjeux de pouvoir sur des territoires*, Paris, Armand Colin.

- Géo-confluences, 2025, Glossaire, Disponible sur <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/ressource-s>
- Gilles Carbonnier, 2013, La malédiction des ressources naturelles et ses antidotes. *Revue internationale et stratégique*, n° 91 (3)
- Guy Hermet et alii, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, 8ème édition, Paris, Armand Colin, 2015
- James Boafo, Jacob Obodai, Eric Stemm, Philip Nti Nkrumah, The race for critical minerals in Africa: A blessing or another resource curse?, *Resources Policy*, Volume 93, 2024, 105046
- James Cust, Albert Zeufack, 2023, *Les ressources naturelles, un enjeu clé pour l'avenir de l'Afrique : ressources naturelles et transformation économique dans un contexte de transition vers des économies décarbonées*, Banque mondiale, Collection L'Afrique en développement, Washington, DC
- Kristof Titeca, 2025, RDC : l'avancée des rebelles du M23 et les enjeux sous-jacents du conflit, *The conversation*, Disponible sur https://theconversation.com/rdc-lavancee-des-rebelles-du-m23-et-les-enjeux-sous-jacents-du-conflit-250076?utm_source=clipboard&utm_medium=bylinecopy_url_button
- Olivier Nay et alii, *Lexique de Science politique*, 4ème édition, Paris, Dalloz, 2017,
- Patrick Hassenteufel, 2011, *Sociologie politique : L'action publique*, Paris, Armand Colin, « U », 2ème édition
- Peter Knoepfel, 2017, *Les ressources d'action publique. Vers une nouvelle lecture du pouvoir*, Zurich Genève : Seismo
- Programme des Nations Unies pour le développement, 2024, Rapport de 2023/2024.
- Programme des Nations Unies pour l'Environnement, 2025, l'action du PNUE en Afrique. <https://www.unep.org/fr/regions/afrique/laction-du-pnue-en-afrique#:~:text=%C3%80%20l%C3%A9chelle%20mondiale%2C%20l,de%20chrome%20et%20de%20platine>.
- Richard M. Auty, 1993, *Sustaining Development in Mineral Economies: The Resource Curse Thesis*, Londres, Routledge
- Terry Lynn Karl, 1997, *The Paradox of Plenty: Oil Booms and Petro-States*, Berkeley, University of California Press
- Vincent Lemieux, 2001, *Décentralisation, politiques publiques et relations de pouvoir*, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, Coll. Politique et économie.